

ASSEZ DE FAUX-FUYANTS ! L'URGENCE EST AUX ACTIONS OFFENSIVES RADICALES !

« Ambiance de tension et absence de dialogue social avec le ministère de plus en plus pesantes. Dans le même temps, les orientations libérales du gouvernement se sont accentuées, enfonçant le pays dans la crise et les inégalités, à coups de mesures d'austérité et de réduction des dépenses publiques. Le service public national d'ESR est attaqué de toutes parts... »¹

On pourrait croire que cette dénonciation de la politique de l'ESR par la direction de notre syndicat répond aux attaques répétées des dernières mesures prises par l'actuel gouvernement et violemment contestées par l'ensemble de la communauté universitaire. Or il n'en est rien ! Si elle a bien été lancée par la direction du Snesup, elle l'a été... en 2015 !

Quatre années se sont écoulées et rien n'a bougé. Ni les dénonciations ni les constats négatifs face à la pensée ultra libérale décomplexée. Employons-nous les moyens d'action incontournables pour mettre un terme à cette situation mortifère que nous dénonçons depuis des décennies ? Allons-nous continuer, avec pour seuls viatiques, les amendements à la marge et de joyeuses marches dans des journées d'action perlées et isolées ?

ASSEZ DE FAUX-FUYANTS ! ADOPTONS DES STRATEGIES COLLECTIVES DE LUTTE EFFICACES !

Depuis sa création, PSL n'a cessé de dénoncer la politique ultra libérale des gouvernements successifs de droite comme de gauche, et aussi de mettre en garde la direction du Snesup contre la politique dévastatrice poursuivie par les fossoyeurs du programme du Conseil National de la Résistance dans le cadre d'un modèle social d'une France saccagée. L'université des libertés est devenue l'université des entreprises et du management privé pour devenir aujourd'hui celle des banques et de leurs affidés, les politiciens.

Certes le Snesup, assujéti à la FSU, a déploré cette escalade programmée qui obère nos libertés et nos missions. Mais avec quelles modalités d'actions syndicales face à l'avalanche des politiques réformistes imposées à marche forcée par tous les gouvernements ? Traité de Bologne, LOLF, RGPP, LRU, Idex, MAP, ESR, FDE, COMUE, ORE, Fonction Publique et son devenir sont plus que jamais l'enjeu d'un syndicalisme de lutte. Sont-ils naïfs ? Certes pas, mais il s'agit avant tout de contrôler les courants de pensée pour garder la direction. La « majorité » impose ses diktats claniques, aveugles et suicidaires.

De congrès en congrès, les conciliabules et les querelles d'égo n'ont jamais dépassé le seuil des compromissions pour n'aboutir in fine qu'à des renoncements. La FSU et ses syndicats se sont toujours soumis en faisant avaler les couleuvres de toutes les lois promulguées. Ce triste tableau s'impose à tou.te.s comme une trahison ! Rien d'étonnant à la perte de confiance, à l'écœurement et au désaveu syndical.

Dans sa motion d'orientation du congrès 2017, PSL avait appelé à « une alternative syndicale unitaire », contre l'entreprise d'état et ses marchés financiers. Qu'est-il advenu du syndicalisme libre et militant que nous appelions de nos vœux ? La direction du Snesup n'a pas construit les alternatives pour protéger le service public d'ESR comme elle le prétendait. Elle a failli !

La société de 2019 est encore plus dépendante de la loi du marché et de la finance. Les universités et leur gestion bancaire sont assujétiées à tous les étages ! **L'ESR est systématiquement détricoté et dévasté. PSL avait déjà poussé ce cri d'alarme : « Quand arrêterons-nous cette machine infernale ? »².** Cette machine machiavélique poursuit son chemin contre l'avis des agents. Ce gouvernement « ni de droite ni de gauche » (sic !) démantèle à tout va et sans vergogne les structures, bafouant la démocratie et nos libertés universitaires.

Assez de faux-fuyants ! Arrêtons de nous lamenter ! Sortons des ornières d'une dénonciation compulsive qui nie toute modalité d'action dans une prise de risque réellement offensive. Seule l'action radicale permettra de s'opposer efficacement aux attaques des universités ! En face d'un pouvoir arrogant et méprisant, nous sommes au pied du mur et la seule sauvegarde de nos droits fondamentaux est de mettre un terme aux régressions par la désobéissance et par le refus de toute entente tacite. Il est imminent d'adopter des stratégies collectives de luttes efficaces. Nous refusons de passer docilement à la trappe. Il est urgent de prendre en main notre devenir. Désobéissons en subvertissant les fonctionnements imposés par les réformes iniques et les lois scélérates : subvertissons la discrimination, les inégalités, la politique d'excellence, les regroupements imposés, la sélection, les modulations, l'augmentation des frais d'inscription et en particulier pour les étudiants étrangers, l'évaluation – sanction dans le contexte d'une austérité et d'une précarité généralisées.

Assez de faux-fuyants ! Insurgeons-nous contre la dégradation acharnée de la formation des enseignants. Refusons la mise sous tutelle des ESPE par le ministère de l'éducation nationale et leur transformation en structures dévastées, régressives et anti démocratiques : les INSPé. Luttons pour le maintien de tous les postes affectés dans les ESPE à l'université et refusons de contribuer à l'élaboration de maquettes de masters avilissant les contenus d'une formation professionnelle inféodée aux exigences d'un concours visant à recruter des fonctionnaires aux ordres et uniquement applicateurs. Défendons l'importance d'une formation intellectuelle de haut niveau favorisant l'esprit critique, la réflexivité et le développement tout au long de la carrière.

¹ Supplément au mensuel du Snesup, janvier 2015, Claudine Kahane et Marc Neveu

² Réponse de PSL au rapport d'activité 2017

Assez de faux-fuyants ! Dénonçons la mise en concurrence, la compétition effrénée, la rentabilisation et la mécanisation de l'université, l'urgence endémique qui ne cesse de croître jusqu'à l'épuisement professionnel, la multiplication des tâches, la course aux contrats, la perte de sens et la négation de nos valeurs, le harcèlement moral. Faisons reconnaître la maltraitance institutionnelle et son corollaire la souffrance au travail.

AUCUN AVENIR POUR UN SYNDICALISME REFORMISTE !

Les réformes engagées président bien de la volonté délibérée de nous contraindre à la régression de nos valeurs démocratiques et républicaines. En parallèle, depuis plus de deux décennies, de compromissions et d'accompagnement du désengagement financier de l'état, le syndicalisme universitaire sombre sans réaction, dans les limbes d'un entreprenariat « start-up Nation » macronien.

La Fonction Publique et la laïcité, piliers de notre République, sont les garants de notre démocratie et de notre pacte républicain. Nos statuts qui nous protègent encore, seront considérés comme inappropriés et se substitueront à des contrats de droit privé (CDI-CDD) d'une durée de 5 ans et, pour les non titulaires, à une politique de contractualisation et de précarité généralisée. Les salaires procéderont du mérite et de la disparition du point d'indice. Un régime unique des retraites privées et publiques fera disparaître de fait, toute référence au code des pensions civiles et militaires autre pilier de la Fonction Publique !

La diminution du pouvoir d'achat, le racket des retraité.e.s et la perspective des retraites avenir de n'être plus que de simples prestations sociales vont à l'opposé d'un dialogue social « régulateur et progressiste » (sic !). Les attaques contre le code du travail, les retraites, l'emploi et le chômage et la Fonction Publique sont **des turpitudes révoltantes contre lesquelles les corps intermédiaires dont les syndicats devront s'insurger et réellement combattre pour ne pas sombrer.**

COMMENT REDYNAMISER UNE DEMOCRATIE SYNDICALE ?

Pour PSL, une unification syndicale est nécessaire et doit se fonder sur les principes démocratiques de la lutte pour engager de réelles ruptures avec l'ultra néolibéralisme. L'indépendance syndicale face aux gouvernements est le moteur de notre détermination. **Des actes concrets doivent être mis en place. Face aux réformes iniques et systémiques opposons et imposons un projet global démocratique et libérateur.**

Il y a urgence à se pourvoir d'actions offensives radicales pour en finir avec la casse nationale du service public de l'ESR impulsée par l'Europe et tous nos gouvernements successifs.

PSL : UNIFICATION SYNDICALE, RUPTURE ANTI-LIBERALE ET CONVERGENCE DES LUTTES.

Nous sommes les porteur-e-s d'un espoir et d'un renouveau libérateurs et démocratiques pour et dans le SNESUP. Notre dénomination « PSL » a été retenue dans un souci d'unité syndicale et d'ouverture. **Notre courant de pensée regroupe les camarades attaché-e-s aux principes d'indépendance et aux luttes fondatrices d'un syndicalisme militant.**

M-F Carnus, B Deknuydt, G Hugot, K Lueken, F Grimal, F Heuser, C Fruchon, N Maumon, N Wallian, P Dupont, B Caruhel, N Carminatti, D Peytavi.